



Des escrocs, identifiés aux Etats-Unis et membres présumés d'un cartel de la drogue mexicain. Des victimes, localisées surtout en Europe. Des réseaux de blanchiment, pénétrant chez nous les coulisses de la politique. Ce dossier explosif^(*) avait de multiples raisons d'être malmené. Enquête sur l'enquête.

PAR PHILIPPE ENGELS
ET ANABEL HERNANDEZ

(*) voir *Marianne Belgique* n°47, p. 22 : Le cartel qui blanchit des millions via une fraude à la Madoff.

NARCO-EU ROS

L'ENQUÊTE ATOMISÉE



AU LARGE DE TAMPA (GOLFE DU MEXIQUE).

Paradis des grosses fortunes, la Floride a vu se développer des dizaines de pyramides frauduleuses. Elle est aussi un lieu prisé des trafiquants de drogue et des blanchisseurs.

ici Noël F. Martinez. Je vous écoute... » Le sheriff du comté d'Osceola (Floride) est vite sur la balle, à l'écoute de nos questions. Pourquoi cette affaire reste-t-elle en suspens alors que toutes les pièces du puzzle semblent réunies ? Que fait la justice américaine ? Même si l'envie se fait sentir, Martinez s'oblige au silence. Le dossier EMG/DWB est classé « *Top secret* ». Même rengaine dans les milieux judiciaires. « *No comment!* » Dès le 20 janvier 2010, pourtant, l'enquêteur Martinez avait compris l'essentiel, et il l'avait consigné dans un document limpide. De l'exploit au... gâchis ? En seize mois, montre en main, les meilleures polices des Etats-Unis avaient saisi la logique d'un redoutable réseau d'escrocs. En août 2008, l'investigation menée par la DEA (*Drug Enforcement Administration*) avait commencé par démasquer les cerveaux d'une fraude internationale montée par les sociétés EMG (Panama) et DWB (Floride). En Arizona, la police antidrogue avait découvert - mêlés - l'argent du trafic de stupéfiants, les placements illusoire dans des usines de biocarburant et les économies de victimes piégées par une pyramide à la Madoff. Il y a plus de cinq ans, donc, un faisceau de présomptions ciblait déjà les détenteurs de ces comptes suspects d'Arizona : les hommes d'affaires Daniel Fernandes Rojo Filho et Pedro Benevides. Alors que la fraude allait faire encore de nombreuses victimes dans le monde entier.

ON SAISIT PUIS ON LAMBINE

On peut parler aujourd'hui d'une justice à deux vitesses. Les tribunaux civils américains ont confisqué les « *fonds d'origine criminelle* », résultant notamment d'un blanchiment d'argent sale ou détournés de leur usage. C'est sur le plan pénal que cela coince. « *Terriblement frustrant*, grince l'avocat de victimes françaises, Francis Boyer. *L'enquête pénale patine. Les faits sont suffi-* >



DÉCRYPTAGE

L'interminable enquête. Cinq ans après avoir réuni les meilleurs indices, la police et la justice américaine prennent le risque de laisser filer les auteurs présumés d'une fraude gigantesque. Une escroquerie aux placements mirifiques doublée d'une vaste opération de blanchiment d'argent de la drogue. L'ombre du cartel mexicain de Sinaloa plane sur cette enquête difficile, mêlant différentes infractions et concernant de nombreux pays, dont la Belgique. Les Etats-Unis se réfugient derrière le label « *Top secret* ». Pour mieux remonter la filière de la drogue ? Pour coincer de plus gros poissons ? En attendant, les escrocs présumés font preuve d'un culot monstre. L'un d'entre eux s'affiche en tant que... « Chancelier » des relations Etats-Unis/Brésil. Il développe même de nouvelles affaires. De quoi augmenter la colère de ses premières victimes. ■



► *samment graves pour que l'argent soit saisi. Mais pas assez pour arrêter les coupables et indemniser des gens qui ont tout perdu dans l'aventure.* » Dans son bureau de Jacksonville (nord de la Floride), l'avocat Boyer ose la question qui sème le trouble : « *Les escrocs présumés auraient-ils reçu des promesses de clémence en échange d'informations sur les filières de drogue ?* » Elémentaire, mon cher Watson ? 1. Le Pentagone et la Maison-Blanche ont été informés en avril 2012 que Rojo Filho et Benevides seraient apparentés au cartel mexicain de Sinaloa. 2. Cette organisation multiriminelle prolifère au Mexique, où les gouver-

nements successifs ont démontré leur incapacité à juguler le fléau de la drogue. Même si leur propre attitude fait l'objet de controverses, les Etats-Unis regrettent la passivité de leur voisin et ils redoutent l'expansion des trafics sur leur propre territoire. 3. Les businessmen Rojo Filho et/ou Benevides pourraient disposer d'informations utiles pour comprendre le fonctionnement du cartel.

Bien que les tribunaux américains ignorent toute forme d'accord avec ces escrocs présumés, une reconnaissance de culpabilité renforce cette thèse. L'an passé, les deux hommes ont signé l'acte de

AU NUMÉRO 18 D'UN BÂTIMENT QUELCONQUE sur la Futures Drive à Orlando (Floride), le siège de la DWB Holding. C'est auprès de cette société fantôme que le produit d'une escroquerie mondiale a été saisi.

consentement prévoyant la confiscation du contenu de dix de leurs comptes bancaires ainsi que de plusieurs biens détournés.

À MONS, DES AMÉRICAINS CHERCHENT LA DROGUE

En l'absence d'un dénouement officiel, la longue attente indispose les (centaines de) milliers de victimes de la fraude EMG/DWB. Certaines ont porté plainte sur le sol américain. D'autres, regroupées en associations, cherchent réparation devant les tribunaux français ou espagnols. « *Marre de subir - impuissants - une seconde*

INTERVIEW



L'AVOCAT FRANCIS BOYER. Il est l'un des rares à avoir reconstitué le puzzle.

L'HYPOTHÈSE DU « MARCHANDAGE »

L'avocat américain Francis Boyer défend des victimes françaises. « *C'est anormal, dit-il. La justice américaine évite tout commentaire sur cette affaire. Que je sache, il ne s'agit pourtant pas de terrorisme !* »

Marianne : Quelle est votre analyse de cet épineux dossier ?

Francis Boyer : Cette affaire est incroyable par son ampleur. En fait, il faut parler de plusieurs affaires emmêlées. C'est précisément ça le problème. Une vaste escroquerie a « *assassiné* » financièrement des investisseurs disséminés sur tous les continents. Et puis, il est évident que la justice américaine est confrontée à un trafic de drogue et à du blanchiment d'argent. Vous avez vu le nombre de barres d'or retrouvées par les enquêteurs américains (294, NDLR) ?

Pensez-vous que les victimes puissent un jour être indemnisées ?

F. B. : (*Il hésite.*) Ces gens ont été attirés sur le Net. Il y a assez peu de traces, de réunions, de documents signés. La partie est serrée, mais les victimes recevront quelque chose en retour, j'en suis sûr. Quand ? On me répond sans cesse que « *l'enquête pénale est en cours* ». Or, pour que les victimes récupèrent leur argent, il faut que cette enquête-là aboutisse un jour.

Vous êtes sceptique ?

F. B. : Entre 2008 et 2010,

l'argent du crime a été isolé en Arizona. Sur ces comptes secrets figurent sans doute les économies de mes clients. Pourquoi ces lenteurs judiciaires, cinq ans après ? Face à une nébuleuse mafieuse, la justice se tait. Nous ne recevons aucune information sur l'enquête. Il ne s'agit pourtant pas de terrorisme !

Pourquoi un tel silence ?

F. B. : Parce qu'il y aurait un marchandage... On demanderait aux escrocs de donner de l'information sur la partie « *trafic de drogue et blanchiment* ». En échange,

on laisserait tomber l'escroquerie internationale. C'est une hypothèse. J'ai le droit de m'interroger.

Précisez votre propos...

F. B. : Il s'agit d'une pieuvre multiriminelle, fédérée, soudée et internationale, dont on ne voit ni la tête ni les pieds. En tout cas, ils ne sont pas en prison. Les détenus des comptes suspects d'Arizona restent libres. L'argent saisi est considéré suffisamment criminel pour le geler, mais pas pour le restituer. ■ **PROPOS RECUEILLIS PAR Ph. E.**

dégelée, clame Annie Gallecier, la présidente d'un de ces collectifs. *Escroqués, puis mal informés du déroulement des enquêtes.* » Dans la baie de Tampa, ouverte sur le golfe du Mexique, l'avocat Jordan Maglich s'est fait une spécialité dans la traque des pyramides de Ponzi (ou de Madoff). « *Difficiles à combattre, car elles laissent peu de traces écrites. Très nombreuses, aussi, au cours des années de forte croissance. Il n'empêche, dit l'avocat, l'action du gouvernement américain est bien trop timide.* » Maglich isole une statistique officielle qui ne ras-

surera pas les malheureux investisseurs. « *Le fisc américain estime que 5 % seulement des victimes d'une pyramide frauduleuse récupèrent la mise.* »

Sur ce gigantesque dossier EMG/DWB, les justices américaine, espagnole, française ou belge ont accumulé de nombreuses preuves. Mais l'échange d'informations a été décevant et plusieurs témoins ou acteurs conviennent qu'« *il n'existe toujours pas de réelle coopération policière ou judiciaire.* » Fait rare, il y a deux ans, des enquêteurs américains ont débarqué à Mons. Ils

cherchaient à vérifier si des Belges, regroupés autour de l'ex-bras droit d'Elio Di Rupo, Pierre Urbain, étaient impliqués dans le trafic de drogue. La réponse semblant négative, ils ont rebroussé chemin. Ils ne sont plus jamais revenus... A l'époque, il était question d'une demande de coopération internationale, émanant des Etats-Unis. La requête est restée lettre morte. Ceci confirmerait-il que la police et la justice américaine se focalisent sur le cartel ? L'escroquerie passant au second plan ?

En fait, les lenteurs dans la gestion du cas « *Rojo Filho/Benevides* » n'auraient rien d'exceptionnel. La DEA a l'habitude de ferrer le gros poisson en prenant son temps. L'excès de prudence peut s'expliquer aussi par la mésaventure vécue par la police antidrogue en 2009 : Benevides avait été arrêté pour trafic de stupéfiants, mais l'absence d'éléments probants avait débouché sur sa remise en liberté. ►

LE FISC AMÉRICAIN ESTIME QU'IL N'Y A QUE CINQ VICTIMES SUR CENT D'UNE PYRAMIDE FRAUDULEUSE QUI RÉCUPÈRENT LEUR MISE



> Qui sait ?, la vérité sur les liaisons américano-belges aurait pu aider à comprendre la genèse de l'escroquerie internationale. A quand remontent au juste ces contacts ? Comment expliquer que des Belges aient entamé leur business douteux avant même que la pyramide soit érigée ? Que savent-ils des intentions de leurs partenaires postés de l'autre côté de l'Atlantique ?

CHEZ LE PREMIER MINISTRE

Or, on l'a dit, les enquêteurs américains n'ont pas insisté. Chez nous, l'inculpation du secrétaire communal de Mons, Pierre Urbain, s'est ajoutée à d'autres instructions délicates dans la ville du Premier ministre (l'affaire De Groeve/Bellens et le placement controversé de l'intercommunale IDEA, entre autres). Manque de moyens, extrême sensibilité politique de ces affaires, déstabilisation d'enquêteurs accusés à tort d'avoir mal introduit leurs notes de frais : le volet international de l'affaire Urbain est apparu secondaire.

Bref, de Washington à Madrid, les autorités judiciaires ont tardé, hésité, travaillé en parallèle. Rojo Filho et Benevides n'ont guère à s'en plaindre. ■



PAR MILLIONS, LES ÉCONOMIES DES VICTIMES ont été transformées aussi vite en belles voitures et en lingots d'or.

SUR LA TRACE D'ESCROCS LIBRES DE BLANCHIR MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

DE SINALOA

Le caméléon et l'homme en sursis. Cinq ans après une énorme fraude, les faussaires présumés changent d'apparence, se glissent entre les mailles du filet et relancent le business. Une étonnante métamorphose.

PAR PHILIPPE ENGELS ET ANABEL HERNANDEZ

Instantanés de Floride. Juillet 2013. Le Brésilien Daniel Fernandes Rojo Filho prend la pose dans un bel hôtel, protégé par des gardes du corps. L'homme d'affaires se laisse abondamment photographier. Avec d'autres businessmen, des notables et son épouse en robe de mariée. Rojo Filho porte fièrement l'écharpe *auriverde* de « Chancelier des relations Brésil/États-Unis ». Il est verni. Ce soir-là, il reçoit en prime « l'ordre du mérite Juscelino Kubitschek », du nom d'un ex-Premier ministre de ce pays émergent. Le Congrès brésilien donne du crédit à cette distinction honorifique en indiquant que sa

finalité est « d'attirer l'attention sur l'importance de la compétence d'entreprendre ». Seuls de grands sportifs et des personnalités en vue de la scène politique, économique ou culturelle entrent en ligne de compte pour son attribution. L'influent homme d'affaires Regino Barros s'est déplacé pour renforcer le caractère officiel de la cérémonie. Président d'un important centre culturel de Sao Paulo (le CICESP), ce Barros jouit de connections enviées dans les milieux gouvernementaux et diplomatiques. Lui et le chancelier sourient face aux photographes.

Tel le phénix, Daniel Fernandes Rojo Filho renaît de ses cendres. Ses avoirs ont été confisqués



FLORIDE, JUILLET 2013. Un Brésilien influent, l'homme d'affaires Regino Barros, décerne le titre de « Chancelier » à un compatriote... cible d'une enquête sur un gigantesque trafic de drogue.

parce qu'il s'agit d'« argent d'origine criminelle ». Le Pentagone croit savoir qu'il travaillerait pour le cartel mexicain de Sinaloa. Or, l'homme vaque à ses occupations. Une enquête pénale le trace sur ses anciennes activités à la tête d'une société holding (DWB) ? Pas grave. Il écarte toute référence à DWB sur son profil LinkedIn et s'affiche désormais comme le président de Platinum Bancorp. Une plateforme financière offshore qui fait la promotion de neuf mégaprojets aux États-Unis. Toujours dans les mêmes secteurs. L'or, l'énergie, l'automobile. Le Brésilien entreprenant maîtrise les subtilités des paradis fiscaux. Avec un businessman de sa trempe, né au Belize et également éclaboussé par des affaires de fraude, Rojo Filho a créé deux sociétés à Panama en 2007-2008 (la Bannorth DWB Corporation et Financiera DWB Bannorth).

Daniel Fernandes Rojo Filho adore les belles vitrines. Sa holding DWB s'appuyait sur un site

aguichant. Là, le nouveau chancelier donne l'illusion d'être à la tête d'une véritable agence gouvernementale. La façade internet du Brazilian Chancellor to USA vante le renouveau économique du Brésil, relaie les communiqués de presse de la présidente Dilma Rousseff et propose même un lien vers... la Maison-Blanche. Un culot monstre. Au printemps 2013, Rojo Filho avait utilisé la même ficelle en squattant un blog faisant l'apologie de milliardaires. C'est là qu'il avait relancé son business, disant « *contribuer à la prospérité des États-Unis* » et raillant les enquêteurs américains. « *L'homme d'affaires de 45 ans n'a pu lancer ses nouveaux projets avant cela, pouvait-on lire, à cause de l'investigation d'un sheriff adjoint qui a causé beaucoup de tort à l'économie américaine.* »

Puisque les services secrets le suivent de près, ils doivent savoir que, l'été dernier, Rojo Filho a retrouvé le goût des meetings aux belles promesses. C'était à

Orlando. Répartis par tables de cinq, des investisseurs potentiels se voyaient proposer des droits de propriété dans le secteur de l'or. Au tableau de cette classe improvisée, un « professeur » venu de Miami précisa à plusieurs reprises que « *tout cela était légal* ». Davantage que la pyramide de Ponzi exploitée il y a cinq ans par le Brésilien et son partenaire Pedro Benevides, présent à cette réunion du renouveau ?

Un mois plus tard, c'est d'énergies renouvelables dont il est question dans la fausse intimité d'un établissement d'Orlando. Un domaine de prédilection, ici aussi. Terminé, les projets d'usines de biocarburant. Place à la biomasse, qui consiste à produire de l'énergie à base de bois ou de déchets verts. Ce soir de fin d'été 2013, dix hommes attablés entendent un homme d'affaires grec vanter la maturité de son invention. Reste à trouver les financements. Tout se serait alors décanté à l'arrivée d'un homme âgé d'une quarantaine d'années, un Mexicain qu'on prénommera « Mike ». Parlant fort, le puissant homme aurait fait valoir sa capacité à allonger les millions. Daniel Rojo Filho jouit d'une réputation d'homme intelligent, beau parleur et, surtout, doté d'énormes capacités à mobiliser des fonds. Il garde de bonnes connections.

FAUX ET USAGE, FRAUDE BANCAIRE ET COCAÏNE

Agé de 45 ans, Pedro « Pete » Benevides a lui aussi été sanctionné par un tribunal civil de Floride et il serait un autre relais financier de Sinaloa. Spécialiste de >



Belga

► l'immobilier, l'Américano-Portugais entre et sort de prison à intervalles réguliers. Il vit sous la menace d'une condamnation pour fraude bancaire. Le dossier 6:13-cr-00234. De 2005 à 2008, Benevides et d'autres personnes « non identifiées » par la justice américaine sont accusés d'avoir escroqué une demi-douzaine de banques. Pour obtenir des financements, il aurait fourni des informations erronées à ces banques. Déjà impliquée dans le dossier DWB, lourdement taxée en 2010 pour avoir aidé le cartel de Sinaloa à blanchir l'argent de la drogue, la Wachovia Bank est une nouvelle fois ébloussée : l'enquête indique qu'elle aurait établi des documents trompeurs utilisés par Pedro Benevides.

L'homme d'affaires comparaitra libre à son procès prévu en juin prochain. Un procureur de Floride a requis trente ans de prison à son encontre. Lorsque les avocats de Benevides ont sollicité sa libération sous caution, le juge David A. Baker a eu cette hésitation étonnante, le 20 septembre dernier, au Middle District Court de Floride. « Vu la nature des charges retenues contre votre client et son passif criminel, tout ceci me préoccupe. (...) Si je

SAISIE DE DROGUE AU PANAMA (2013). Les hommes d'affaires suspectés de blanchiment dans l'affaire EMG/DWB ont créé plusieurs sociétés dans ce paradis offshore.

comprends bien, Mr Benevides est actif dans quelque chose en relation avec la finance. Et donc, je pense que cet accès aux institutions financières ou à l'argent de leurs clients peut poser problème. » Peu de temps après, Pedro Benevides quittait pourtant les murs de la prison. Dans son petit bureau du West Morse Boulevard, situé à Winter Park (Floride), l'avocat John Benford n'éluide aucune de nos questions. « Les faits retenus contre mon client, Mr Benevides, n'ont rien à voir avec une pyramide de Ponzi et avec vos interrogations relatives à DWB, dit-il. Cette fraude pyramidale remonte à plus de cinq ans et la justice américaine n'a rien pu prouver. (...) Jamais entendu parler d'un lien avec le cartel de Sinaloa. » Et les sept mois de détention pour trafic

de stupéfiants, en 2009 ? Des pilotes travaillant pour une des sociétés de Benevides - Skyview Aviation - s'étaient fait pincer aux commandes d'un avion acheminant cinq kilos de cocaïne vers la Floride. Ils avaient chargé Benevides en accusant leur patron de financer ces activités illicites. « Mais la baudruche s'était dégonflée », conclut Benford.

HERIBERTO, LE VRAI BOSS ?

Agé de 44 ans, Heriberto Perez Valdes codirigeait également plusieurs sociétés de la nébuleuse DWB & Co. Il aime se présenter comme le vrai boss du réseau. De 2007 à 2009, les Belges aux affaires avec le réseau américain ont répété à Rojo Filho et consorts que c'est effectivement « Heriberto » qui

« LES SLOVAQUES SONT FOUS FURIEUX ! MAIS TANT QUE DANIEL NE LE PERMET PAS, JE NE PEUX PAS CONTACTER HERIBERTO... » (PIERRE URBAIN)

VICTIMES

LE PIÈGE, PUIS LA COLÈRE

Le 7 février 2008, le Français Jean-Marie V. lance une bouteille à la mer. Il effectue un « petit » virement international de 22 000 dollars sur un compte ouvert par la société Crowne Gold auprès de la banque Wells Fargo, à Carson City, Nevada. Il en fera d'autres. 32 000 dollars, le 20 février. 15 000, le 11 mars... Au total, le malheureux va perdre 1 million de dollars (près de 740 000 euros). Un couple d'amis gaspillera 921 281 dollars dans les mêmes circonstances. Leur avocat américain (lire son interview, p. XXXX17XXXX) a déposé une plainte pimentée. Les patrons des sociétés EMG et DWB auraient « converti les fonds investis en biens immobiliers, propriétés personnelles, véhicules de luxe et business divers en Floride et dans le monde entier ». Il est question de « racket » et de « blanchiment ». Epuisés par la longueur des procédures, les plaignants ont toutefois déposé les armes. Fin 2009, la consultante Annie Gallecier a misé et perdu 90 000 euros d'économies auprès du même site aguichant, nommé Finanzas Forex (la marque commerciale de la société offshore panaméenne EMG, aujourd'hui dissoute). Via un simple clic, elle rêvait de rendements à deux chiffres. Elle croyait aux vertus du marketing relationnel et à l'ouverture du marché des devises étrangères au grand public. Un marché ciblé en théorie par Finanzas Forex. « Je n'ai pas revu le moindre centime et j'enrage d'avoir parrainé d'autres victimes. Souvent des membres de ma famille et des amis proches », dit la présidente de l'Association Recours Escroqueries International (ARCES International), qui continue à se battre contre des fantômes. ■ P.H.E.

était « la » personne de référence. Quand des investisseurs de l'Est bousculent la « Belgian Connection » en février 2009, le secrétaire communal Pierre Urbain écrit que « Les Slovaques sont maintenant fous furieux » et il demande s'il doit « en parler à Heriberto ». Même chose juste après : « Je ne veux pas contacter Heriberto tant que Daniel ne m'y autorise pas. Mais je vais bientôt devoir m'y résoudre. »

Dans l'enquête DWB, le sheriff américain Noel F. Martinez écrit dès janvier 2010 qu'Heriberto Perez Valdes était un « promoteur » des produits financiers frauduleux vendus via le Net à des amateurs de placements risqués. En tant que président d'Obbalube Investment Corporation (liée à la holding DWB), l'homme d'affaires aurait lui aussi ouvert un compte auprès

LA WACHOVIA BANK : ébloussée par plusieurs affaires en lien avec le cartel de Sinaloa.



UNE OPÉRATION COMME IL Y EN A EU DES MILLIERS. Le 20 février 2008, un Français vire 32 000 dollars sur un compte détenu par la société Crowne Gold (partenaire d'EMG), auprès de la Wells Fargo. Alléché par des rendements à deux chiffres, il perdra au total un million de dollars...

de la Wachovia Bank. A partir de septembre 2008, l'équivalent de 10 millions d'euros en provenance de différents endroits du globe y aurait atterri. Obbalube Investment Corporation n'était pas agréée pour ce type de busi-

ness. Comme le « boss » Heriberto Perez Valdes, elle figure parmi les principaux suspects de l'interminable enquête. ■ PAR PHILIPPE ENGELS ET ANABEL HERNANDEZ Avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Fédération Wallonie-Bruxelles.



Belga



PIERRE URBAIN ET ELIO DI RUPO, « BRAS DROIT » OU PETITE MAIN ?

Arrivé tard pour partir tôt, le premier fonctionnaire de la Ville de Mons pendant quatre ans laisse une trace discrète dans le paysage politique local.

PAR NICOLAS DE DECKER

L'inculpation de Pierre Urbain, en mars dernier, a stupéfié le monde politique montois avant de susciter une suspension préventive, dans l'attente d'une décision judiciaire, immédiatement décrétée par le collège communal. Le secrétaire communal du chef-lieu hennuyer n'avait pas frappé les imaginations. D'un tempérament discret, « affable » voire « falot », selon les témoignages, le numéro un de l'administration municipale montoise tranchait avec son prédécesseur, l'éruptif Bernard Van Cauwenberghe. Celui-ci, en poste depuis trente ans lorsqu'il a pris sa retraite, le premier mars 2009, pouvait se montrer « cassant, voire autoritaire », se rappelle le libéral Bernard Beugnies, conseiller communal de 1976 à 2012, et échevin des Finances de la dernière législature, tout le contraire de Pierre Urbain, que l'on n'entendait pratiquement jamais ». Arrivé sur le tard, après vingt-six ans passés à la même fonction dans un autre fief socialiste, celui du Boussu de l'ancien ministre Robert Urbain (aucun lien de parenté...), l'homme s'est installé sans bruit aux manettes d'une machine qui avait démarré sans lui. Et encore acteurs et observateurs contestent-ils même à Pierre Urbain une place dans le

PIERRE URBAIN, premier fonctionnaire de Mons sous le maiorat d'Elio Di Rupo, était-il un étranger pour le bourgmestre ? Difficile à croire.



cockpit montois. « Il n'a jamais été dans le premier cercle du pouvoir dirupien, poursuit encore Bernard Beugnies. Si vous vouliez obtenir quelque chose, il fallait passer par sa cheffe de cabinet Anne-Sophie Charle, ou par son attachée de com, Juliette Picry... »

NOYAU DUR

De fait, « la mainmise du politique sur l'administratif, donc des cabinets sur les fonctionnaires, est bien plus importante à Mons que dans la plupart des autres villes wallonnes où, souvent, les grades légaux, secrétaires et receveurs, parviennent à se ménager un pré carré », explique un

bon connaisseur de la chose politique locale. La précellence d'un noyau dur de cabinetards plutôt que de fonctionnaires tient à la fois à l'ascension montoise d'Elio Di Rupo - il a conquis le mayorat depuis l'extérieur de l'appareil socialiste local - et à son relatif éloignement, occupé qu'il est depuis le milieu des années nonante à des tâches ministérielles et/ou présidentielles, à Bruxelles et/ou Namur. D'où l'importance, pour le mayeur, de pouvoir compter sur une équipe forte, fiable et flexible.

Bref, « à moins de considérer que tous les socialistes de Mons et du Borinage soient ses bras droits, Pierre Urbain n'était pas celui d'Elio Di Rupo... », affirme Jean-Pierre Viseur, figure presque historique de l'opposition écologiste aux rougeoyantes - teintées d'orange puis, depuis 1999, de bleu - majorités montoises. N'empêche : le premier fonctionnaire d'une commune n'est jamais un étranger pour son premier citoyen. Fût-il aussi le premier des ministres. ■

**L'HOMME S'EST INSTALLÉ
SANS BRUIT AUX MANETTES
D'UNE MACHINE QUI AVAIT
DÉMARRÉ SANS LUI...**